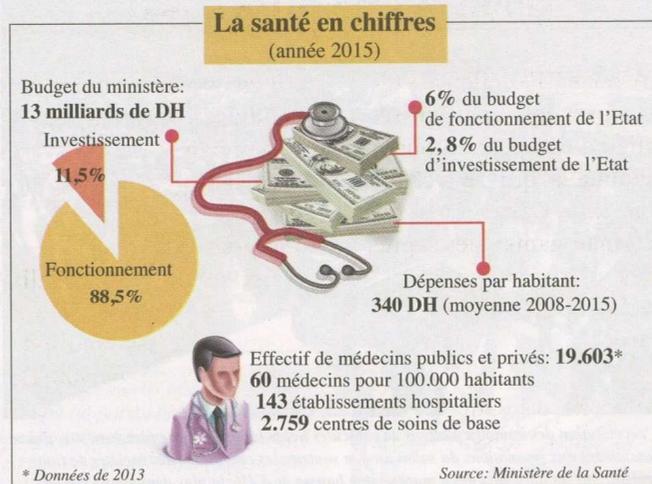


Le système peine à se rétablir

• Recul de 25% des dépenses d'investissement en 2015

• Déficit de 6.000 médecins et 9.000 infirmiers

LE système de santé est-il en phase de sortir de sa convalescence? La question est d'actualité brûlante puisque la stratégie sectorielle 2012-2016 tire à sa fin. Celle-ci, faut-il le rappeler, ciblait la garantie et l'accès équitable à toute la population aux services de santé. Depuis son déploiement, des progrès sont relevés, notamment en ce qui concerne la couverture médicale de base, la mise en œuvre de la baisse des prix des médicaments et l'adoption du projet de loi sur l'exercice de la médecine. Mais qu'en est-il des infrastructures et de l'encadrement? Le



dernier tableau de bord social publié par la direction des études du ministère des Finances pointe les insuffisances

qu'affiche toujours le secteur de la santé. Ceci, alors que le budget du ministère s'est inscrit en hausse ces dernières années. Il s'est établi à plus de 13 milliards de DH en 2015, en progression de 1,4% par rapport à l'année d'avant (voir infographie). Mais l'essentiel a été destiné aux charges de fonctionnement, soit 10,3 milliards de DH. Par contre, l'investissement, qui représente à peine 11,5%, a chuté du quart en comparaison avec l'année 2013.

Néanmoins, l'effort budgétaire a permis de réaliser des avancées notables de

très inférieur par rapport à des pays même à économie similaire (voir encadré). Pour le moment, les besoins en personnel s'élèvent à 6.000 médecins et 9.000 infirmiers. Un déficit appelé à se creuser davantage avec la généralisation du Ramed et l'entrée en vigueur de la loi sur la couverture des indépendants, surtout le personnel domestique. Aussi ne faut-il point s'étonner face aux longs délais que nécessite la prise de rendez-vous pour une opération chirurgicale auprès d'un établissement hospitalier public.

Les longues attentes trouvent également leur explication dans le manque d'infrastructures. Surtout celles ciblant les populations démunies ou à faible revenu. Depuis 2001 et jusqu'à fin 2013, le nombre des établissements de soins de santé de base (ESSB) a crû de 1,4% en moyenne annuelle à 2.759 unités. La même année, le nombre d'habitants par centre de soins s'est situé à 11.943. Entre-temps, le nombre d'établissements hospitaliers est passé de 120 en 2001 à 143 en 2013.

Cette progression de l'offre hospitalière a permis une hausse de la capacité litière qui est passée de 25.362 en 2001 (secteur privé et public confondus) à 29.707 lits en 2013. Mais ces chiffres renferment d'énormes disparités entre les milieux urbain et rural. Dans le

Benchmark

SELON les données de la Banque mondiale, l'encadrement médical, appréhendé par le nombre de médecins pour 100.000 habitants (dernière valeur estimée en 2013), reste insuffisant: 59,5. Un niveau très bas par rapport à certains pays. Avec un échantillon de pays à niveau de développement comparable, cet indicateur est de l'ordre de 113 médecins pour le Pérou, 245 pour la Roumanie et 387 médecins pour 100.000 habitants pour la Bulgarie.

En revanche, le Maroc marque une avancée quant à l'espérance de vie à la naissance. Elle est de l'ordre de 75,3 ans pour le Maroc en 2013 contre 71,1 ans pour l'Égypte, 73,6 pour la Tunisie et 79,8 ans pour le Chili. Il en est de même de l'amélioration des indicateurs de couverture des soins prénatals. Le taux ayant passé de 37,8% en 2003-2004 à 77,1% en 2011. Par ailleurs, la part des accouchements assistés par le personnel médical qualifié s'est établie à 73,6% en 2011, en hausse de 11 points par rapport à 2003-2004. □

certain indicateurs. Le rapport de la direction des finances cite dans ce cadre, l'amélioration de l'offre de soins, la baisse des taux de mortalité maternelle et infantile, l'accroissement de l'espérance de vie à la naissance et l'élimination d'un certain nombre de maladies transmissibles ou la réduction de leur incidence.

Toutefois, les gaps à résorber demeurent importants. A commencer par l'encadrement médical dont le niveau reste

monde rural, le déficit en termes de personnel et d'infrastructures est considérable.

Des habitants des zones montagneuses doivent toujours parcourir plusieurs kilomètres pour accéder à un centre de soins. □

A. G.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com